

La perte de sens est inquiétante et gagne de plus en plus de collègues de toutes catégories. Le manque de sérieux de la DG constaté dans de nombreux domaines installe le doute sur la qualité de notre travail et sur notre avenir. Même nos collègues qui semblaient "avoir une vocation DGFIP" commencent à douter sérieusement de la route imposée par la DG. Et ils ont raison s'ils ne veulent pas y laisser leur santé.

Il y a -à ce sentiment largement partagé d'un grand gâchis- de multiples explications:

1er) Fusionner en pleine crise sanitaire

- Continuer à restructurer à marche forcée en pleine période Covid a grandement discrédité notre administration, surtout quand on voit la précipitation et le manque de sérieux dans lesquels les opérations ont été conduites.

2e) Trois semaines sans informatique dans le SIE fusionné

- 3 semaines sans accès aux applications dans le SIE fusionné... un grand sentiment d'abandon et d'écœurement prédomine chez les agents auxquels on avait vendu la fusion SIE comme un moyen de mieux s'organiser face aux suppressions d'emplois.

3e) Des charges de travail en augmentation dans les SIP Recouvrement

- Les SIP recouvrement qui ont accueilli des agents de trésoreries avec l'impôt sont eux aussi dorénavant extrêmement chargés. Le discours officiel qu'il est plus facile de s'organiser en se regroupant a pris un sérieux coup dans l'aile et n'est plus audible quand on voit la réalité du terrain. L'état des effectifs est tel que l'illusion d'une adaptabilité sans fin aux suppressions d'emplois ne fait plus illusion chez personne.

4e) Un plan cadastral obsolète

- Les consignes nationales d'abandon de mise à jour du plan cadastral pendant 3 ans ont été également un signal plus qu'inquiétant du désintérêt total de Bercy pour le sérieux de ses bases et donc de désintérêt pour les communes.

5e) Des trésoreries sous tension

- Les agents de trésorerie préparent le nouveau réseau et doivent donc fournir un effort important... pour pouvoir fermer leur poste, sans avoir une garantie absolue sur leur future affectation ! Cela interpelle grandement sur la considération des agents par la DG.

6e) Vers un accueil externalisé dans les espaces France Service ?

- Et l'accueil de toutes nos structures dans tout ça ? Les groupes de travail promis sur le sujet par la DDFIP 66 n'ont toujours pas démarré. Silence radio. Par contre la DDFIP 66 ne loupe pas une occasion dans la presse de communiquer sur les merveilleux Espaces France Service... tout en démarchant des collègues pour créer une équipe départementale de 6 agents qui tourneraient, quitte à faire couler les services d'où seront prélevés les emplois. Là encore, le flou est bien entretenu !

Et pendant ce temps là, même pas un mot dans la presse de la part de la direction pour condamner fortement l'agression physique de nos collègues d'Elne. Pendant ce temps là, toujours pas de téléphone distribué aux agents en télétravail alors que la plupart des sites sont fermés au public... N'y a t il pas là, avant d'entrer dans le vif du sujet, un minimum à faire de la part de la direction envers les agents qui sont les seuls à subir les foudres des contribuables ?

7e) Une DG qui envoie même des notes youpla boum ! C'est crédible ?

- La note DG à destination des SIP qui demandait à faire dans l'urgence la mise à jour TH en 3 jours en fin d'année... avec en plus une application qui ne le permettait plus techniquement. Non seulement cette déconnexion totale de la DG laisse perplexe, mais en plus concrètement, quid de l'incidence du manque à gagner des communes ? Comment ce problème va-t-il être réglé ? Nul n'en sait rien.

8e) Et toujours ce retard des SPF ! L'administration voudrait discréditer l'ensemble des agents de la DGFIP qu'elle ne s'y prendrait pas autrement !

- Le retard de publication des actes notariés semble gênant pour l'administration uniquement parce qu'il empêche techniquement la fusion. Preuve en a été donnée avec la tentative de la direction locale d'organiser le retard du SPF en avance (techniquement pour la fusion, les 2 services doivent être au même niveau de publication). Mais qui se soucie de la colère plus que légitime des contribuables à l'encontre des agents ? Qui subit cette colère ? Certainement pas les directeurs, mais bien les agents des SPF, du cadastre, des SIP, des trésoreries, de l'accueil...

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Tracts Sections](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
